



HAL
open science

**Abir Kréfa, Écrits, genre et autorités. Enquête en
Tunisie ENS Éditions, Lyon, 2019, 292 p.**

Vincent Geisser

► **To cite this version:**

Vincent Geisser. Abir Kréfa, Écrits, genre et autorités. Enquête en Tunisie ENS Éditions, Lyon, 2019, 292 p.. Sociologie du Travail, 2022, 64 (4), 10.4000/sdt.42259 . halshs-03910138

HAL Id: halshs-03910138

<https://shs.hal.science/halshs-03910138v1>

Submitted on 26 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Abir Kréfa, *Écrits, genre et autorités. Enquête en Tunisie*, ENS Éditions, Lyon, 2019, 292 p.

L'originalité de l'ouvrage d'Abir Kréfa tient surtout à son objet qui n'est pas tant d'analyser le discours *de* ou *sur* les écrivaines et les écrivains que d'étudier les conditions socio-économiques de la création littéraire dans la Tunisie indépendante. S'inspirant des travaux de Bernard Lahire, l'auteur entend sociologiser la « condition littéraire », en la considérant comme une question de sociologie comme une autre, un objet de recherche presque ordinaire. D'ailleurs, le titre de l'ouvrage met en avant le terme « enquête », afin de situer son contenu dans une double perspective à la fois théorique et empirique.

Il n'est pas évident de transformer un manuscrit de doctorat répondant aux critères d'excellence académique en un ouvrage de sciences sociales accessible à un lectorat plus large. De ce point de vue, Abir Kréfa a réussi son pari éditorial, en publiant les résultats de ses recherches de thèse réalisées au milieu des années 2000, et en s'efforçant de les réinterroger à la lumière des événements sociopolitiques survenus en Tunisie depuis la Révolution de 2011.

Contrairement à ce que pourrait laisser penser son titre, ce livre ne constitue ni une socio-histoire du rôle des femmes tunisiennes dans le champ littéraire ni une étude de contenu de la « littérature féminine », catégorie réifiante, voire stigmatisante, que l'auteur souhaite déconstruire. Jusqu'à une époque récente, les rapports de genre dans la littérature et, d'une manière générale, dans les secteurs culturels de la société tunisienne, ont été traités au prisme de la « question féminine » : les interprétations reproduisaient consciemment ou inconsciemment les répertoires du « féminisme d'État », fondé sur la croyance en un « modèle tunisien d'émancipation », supposé se distinguer par son égalitarisme radical du patriarcat en vigueur dans les autres pays arabo-musulmans. À aucun moment de sa démonstration, Abir Kréfa ne cède à la doxa d'une « exception tunisienne », même si elle s'attache à montrer comment les récits officiels sur la « femme tunisienne » produisent des effets bien réels sur les représentations des acteurs sociaux, notamment sur les écrivaines et les écrivains qui se font les relais volontaires ou involontaires du discours d'État : les acteurs du champ littéraire partagent avec les élites politiques un idéal « éducationniste » et un pédagogisme républicain, se donnant pour mission d'éveiller les consciences populaires.

L'auteur apporte un éclairage nouveau dans plusieurs domaines de la sociologie qui sont encore en chantier dans le champ des sciences sociales *sur* et *en* Tunisie.

D'abord, l'étude d'Abir Kréfa contribue à enrichir la sociologie des professions qui, après avoir connu un début prometteur dans les années 1970-1980 avec les travaux pionniers de Lilia Ben Salem et des chercheurs du Centre d'études et de recherches économiques et sociales (CERES) de Tunis, a été marquée par un certain déclin dans les années 1990-2000 pour cause de contrôle autoritaire sur la production scientifique (censure des écrits et surveillance des activités universitaires). Son enquête sociologique sur les écrivaines et les écrivains vient compléter toute une série de travaux relativement récents sur les cadres supérieurs et les professions intellectuelles en Tunisie, portant notamment sur les universitaires, les avocats, les magistrats, les ingénieurs et les hauts fonctionnaires (Michaël Ayari, Saïd Ben Sedrine, Éric Gobe, François Siino, etc.). Elle montre ainsi qu'on ne peut pas vraiment parler dans le cas tunisien de « champ » ou d'« espace » mais davantage « d'univers littéraire », mettant en lumière la conscience d'appartenir à un même milieu, les nombreuses interactions et sociabilités communes, sans présupposer pour autant des relations d'interdépendance entre ses membres. Cet univers social est caractérisé par un paradoxe : si

l'activité littéraire est plutôt valorisée socialement en Tunisie, les gratifications financières, matérielles et symboliques sont rares, obligeant les écrivaines et les écrivains à mener une « double vie » dans l'enseignement, le journalisme et l'expertise privée ou publique pour le compte d'institutions paragouvernementales ou de fondations étrangères. Certes, le fait d'écrire et de publier confère aux acteurs une forme de prestige social, mais il les expose également à la précarité permanente et au contrôle quotidien des familles, des pairs et des agents de l'État.

La « condition littéraire » est d'autant plus difficile en Tunisie que le marché du livre est restreint (quelques milliers de lectrices et lecteurs à peine), que les commandes publiques d'ouvrages sont soumises aux règles du clientélisme d'État et que l'accès à l'édition internationale est quasiment impossible. Selon Abir Kréfa, les écrivaines et les écrivains font figure de « victimes structurales des hiérarchies littéraires internationales ». C'est un autre paradoxe mis en évidence par l'auteure : alors qu'une proportion significative d'écrivaines et d'écrivains continuent à écrire et à publier en langue française, ils ont rarement accès aux maisons d'édition hexagonales, ou sont contraints de se tourner vers des éditeurs spécialisés sur les « aires culturelles » qui sont souvent considérés dans le milieu de l'édition francophone comme périphériques et marginaux. Cette relégation est encore plus marquée pour les écrivaines et les écrivains de langue arabe qui sont obligés de passer par la traduction ou de se cantonner au marché local du livre, les débouchés vers les éditeurs du Proche-Orient (Égypte, Liban, Syrie), qui étaient encore possibles dans les années 1960-1980, ayant tendance à se tarir dans les années 2000.

Ensuite, l'ouvrage d'Abir Kréfa vient renforcer les études de genre qui, contrairement à une idée reçue, sont relativement récentes en Tunisie. En effet, si la « question féminine » a donné lieu, depuis l'indépendance (1956), à une production régulière et relativement abondante jusqu'aux années 2000, la majorité de ces écrits relève de la littérature engagée, de la recherche-action ou de l'expertise publique : ils se caractérisent par une forte dimension normative, tendant à reproduire le registre du « féminisme d'État », appelant ainsi à la lutte contre les traditions et les structures patriarcales de la société ou, sur un registre plus critique, s'attachant à dénoncer l'écart entre les discours « féministes » officiels et les réalités sociales profondément inégalitaires. En revanche, les rapports sociaux de sexe ont été souvent négligés par les sciences sociales. Sur ce plan, l'autrice, revendiquant sa filiation avec les approches inspirées du « féminisme matérialiste » (Christine Delphy) et des *gender studies*, cherche à sociologiser les rapports de genre, en décrivant les processus de socialisation genrée, la division sexuée du travail et l'inégal accès des écrivaines aux capitaux matériels et symboliques. Leur position ambivalente à la fois valorisée socialement et précaire sur le plan économique semble ici se manifester de manière encore plus saillante pour les femmes : les écrivaines tunisiennes, faire-valoir du féminisme d'État, du discours des ONG internationales et des critiques littéraires sont, certes, exhibées comme des figures emblématiques du « modèle tunisien », mais aussi reléguées à la catégorie ségrégative de la « littérature féminine » qui fonctionne comme une sorte de « deuxième collège littéraire ».

Enfin, c'est peut-être l'un des apports à la fois majeur et inattendu de l'ouvrage d'Abir Kréfa : il livre une analyse décalée des formes de gouvernementalité autoritaire. Jusqu'à récemment, les sociologues et les politistes (Michaël Ayari, Michel Camau, Larbi Chouikha, Éric Gobe, Béatrice Hibou) se sont presque exclusivement intéressés aux modes de contrôle social et politique affectant les dissidents et les activistes de droits de l'Homme, s'interdisant d'explorer les effets de la gouvernementalité autoritaire dans d'autres secteurs de la société. Or, à travers son étude sur la « condition littéraire », l'autrice donne à voir d'autres formes de

surveillance et de répression, certes davantage euphémisées et invisibilisées mais qui, en retour, incitent les écrivaines et les écrivains à développer des modes de résistance discrets et des contre-conduites, contribuant à fragiliser les dispositifs de pouvoir et à ouvrir de nouvelles perspectives de mobilisation. À cet égard, le livre d'Abir Kréfa qui porte pourtant sur la période prérévolutionnaire fournit aussi des clefs précieuses pour comprendre les conceptions dissonantes de la démocratie qui se sont affrontées au grand jour après 2011 entre les partisans d'une conception tutélaire de l'État, les tenants d'un pluralisme formel et les défenseurs d'un régime de justice sociale davantage ancré dans les réalités quotidiennes des citoyennes et des citoyens ordinaires.

*Vincent Geisser
Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans
Maison méditerranéenne des sciences de l'homme
5, rue Château de l'Horloge, 13090 Aix-en-Provence
vincent.geisser@univ-amu.fr*